

En grève le 22 mars pour faire dérailler le gouvernement Macron (Communiqué du NPA 65)

Le 22 mars prochain, sept organisations syndicales de la fonction publique appellent à une journée de grève et de manifestations. Elles sont rejointes par les syndicats de cheminotEs contre la réforme ferroviaire par ordonnance, mais aussi par la fédération des industries chimiques, la fédération mines-énergie de la CGT, par des unions départementales (Seine-Maritime, Bouches-du-Rhône...) et par la CFDT en Hautes-Pyrénées.

Un gouvernement de combat contre les salariéEs du public comme du privé

Les lois contre le Code du travail en 2016 et 2017 visent à précariser toujours plus les salariéEs du privé. Avec les mêmes objectifs, le gouvernement s'attaque maintenant aux services publics, aux fonctionnaires et aux cheminotEs. La dégradation des droits et des conditions de travail d'une partie des salarié.es n'a jamais profité aux autres. Au contraire, elle sert sans cesse de prétexte à de nouvelles attaques.

La sélection dans les universités, la réforme du bac ont un objectif similaire : réduire la qualité des diplômes et rendre plus difficile leur accès afin de précariser la jeunesse.

Sans compter le nouveau projet de réforme en préparation de l'assurance chômage qui ne cherche pas à réduire le chômage mais à radier des chômeurs ou à les obliger à accepter des boulots au rabais. Dans le même temps, les plans de suppressions de postes sont nombreux dans le privé (Ford, PSA, Pimkie, Carrefour, Air France...) et sont prévus dans les services publics (SNCF, 120 000 postes de fonctionnaires...).

Défendre et étendre les services publics : un choix de société

C'est la notion de service public que Macron veut liquider avec sa conception de pur capitalisme, de « concurrence libre et non faussée ». Il veut détruire les services de contrôle de l'application du droit du travail, les moyens de lutte contre la fraude fiscale, et imposer une logique de rentabilité, quand ce n'est pas la privatisation pure et simple dans la santé, l'éducation, aux services sociaux... Dans les transports, l'eau, l'énergie, il s'agit de livrer au privé ce qui rapporte et de laisser dans le public ce qui coûte cher.

Le service public est déjà sévèrement mis à mal par les politiques d'austérité mises en œuvre depuis des décennies par les gouvernements successifs. Les contrats précaires se sont multipliés, les méthodes de management du privé, les logiques de rentabilité se sont installées au détriment du service rendu aux usagerEs.

Il ne suffit donc pas de défendre l'existant. Il est nécessaire de conquérir des services publics étendus, améliorés, sous le contrôle des salariéEs et des usagerEs, pour répondre aux besoins dans tous les domaines, imposer la gratuité des transports collectifs, de l'accès aux soins, la réquisition des entreprises de l'énergie, de la santé, du médicament des transports...

Faisons dérailler ce gouvernement

Les attaques contre le public sont des attaques contre les salariéEs, une défaite détériorerait les conditions de travail et de vie de touTEs. Mais ce gouvernement ne s'arrêtera pas face à

quelques manifestations, nous aurons besoin d'une grève massive, unitaire, qui bénéficie du soutien d'une majorité de la population, pour gagner.

C'est dans cet objectif que le NPA appelle à participer à la grève et aux manifestations du 22 mars, à construire des collectifs de lutte sur les lieux de travail et dans les quartiers pour défaire le gouvernement Macron. Le gouvernement a pour projet de société de casser tous nos acquis, nous devons lui répondre par une grande mobilisation comme en Mai 68 pour affirmer un projet de rupture avec le système.

Le NPA65, Tarbes, le 18 mars 2018.